



MINISTÈRE
DE L'ÉDUCATION
NATIONALE ET
DE LA JEUNESSE

MINISTÈRE
DES SPORTS

LA LETTRE DU COMITÉ D'HISTOIRE des ministères chargés de la Jeunesse et des Sports

**Comité
d'histoire**

ISSN 2606-0558
N° 24 – Décembre 2018

Site internet : <http://www.sports.gouv.fr> - Le ministère / Organisation / Comité d'histoire

Directrice de la publication : Martine GUSTIN-FALL, inspectrice générale de la jeunesse et des sports, présidente du CHMJS



PARIS 2024
JEUX OLYMPIQUES
ET PARALYMPIQUES



PARIS HÔTE

Sommaire

FOCUS – Présentation de l'ADAJEP - p. 1

VIE DU COMITÉ – Assemblée générale - Collège scientifique - p. 2

MANIFESTATION – Colloque SciencesPo et CHMJS du 15 novembre 2018 - p. 3

REPRÉSENTATION du CHMJS – Héritage sportif... - Histoire de l'éducation à l'environnement - p. 4

AGENDA – Conférences au Conseil d'État sur le sport - p. 5

PUBLICATIONS RÉCENTES - Économie solidaire - JO de 2024 - etc. - p. 6

À NOTER – Guide thématique sur les archives du Sport - Jean DURRY - p. 6 sq.

NOTES de LECTURE - Le sport et la Grande Guerre - p. 8

PARTENAIRES - p. 10

**COMMUNICATION DU CHMJS - Calendrier de réalisation des prochaines
Lettres du CHMJS- p. 11**



FOCUS

Présentation de l'ADAJEP

**Association des déposants aux archives de la jeunesse et de l'éducation populaire
par Philippe BORDIER, son président**

L'association ADAJEP rassemble les associations, les groupements et fédérations, les individuels qui ont déposé ou ont l'intention de déposer leurs archives auprès des services d'archives publics.

Elle a été créée il y a 20 ans par des militants d'associations de jeunesse et d'éducation populaire avec l'appui du ministère de la Jeunesse et des Sports de l'époque et du service des Archives du Val-de-Marne (<http://archives.valdemarne.fr/>).

Les associations sont des organismes vivants qui se modifient beaucoup en apportant à la vie politique, sociale et culturelle des éléments fondamentaux.

Il nous faut permettre à chaque militant, à chaque adhérent, à chaque dirigeant d'être conscient de sa participation à l'histoire, à son histoire, à notre histoire, et ainsi mieux comprendre ce que d'autres ont fait, comment et pourquoi ils l'ont fait.

Le PAJEP (<http://archives.valdemarne.fr/r/11/pajep/>) - Pôle de conservation des archives des associations de jeunesse et d'éducation populaire -, (cf. la Lettre du CHMJS n° 22) est un outil formidable et original tant de pensées que d'actions. Cette forme de collaboration large et dynamique semble être un modèle que l'on doit souvent expliquer.

L'ADAJEP est une association agréée contribuant par sa personnalité juridique à l'organisation pratique et à la gestion financière des actions menées.

L'association est composée de membres représentant les organisations de jeunesse et d'éducation populaire, les personnalités et les structures nationales (FONJEP, CNAJEP).

Le poste d'archiviste du PAJEP est rattaché au FONJEP, pour la mission PAJEP, apportant à l'ADAJEP la dimension professionnelle d'archiviste.

L'ADAJEP possède plusieurs moyens d'action :

- ⇒ Une publication ADAJEP INFO, avec deux numéros par an, qui a pour ambition tant de mieux faire connaître les actions et la vie de l'association que d'informer sur les événements, les publications pouvant contribuer à une meilleure connaissance du domaine et de l'histoire de l'éducation populaire.
- ⇒ L'ADAJEP, avec le PAJEP, constitue la cheville ouvrière de l'organisation de journées d'étude, de colloques sur l'histoire des politiques de jeunesse et d'éducation populaire. Elle appuie les actions menées en ce sens par les organisations et peut participer à la mise en place d'événements et de publications. Cette action est très liée aux nombreux contacts et relations avec les acteurs du secteur.
- ⇒ L'ADAJEP a bien sûr comme volonté d'inciter le maximum d'organisations à déposer leurs archives ou à s'intéresser à leur histoire ; le champ de cette action est très large et les actions actuelles dans le domaine de l'action catholique spécialisée comme dans celui de l'éducation à la nature et à l'environnement en sont des illustrations.
- ⇒ L'ADAJEP, depuis sa création et grâce au travail de bénévoles, a mené de nombreuses opérations dites de sensibilisation auprès d'associations locales et de collectivités territoriales. Il faut vraiment rendre hommage à ces militants qui, par de très nombreuses réunions avec des interlocuteurs variés ont réussi à implanter l'idée de conservation des archives et leur dépôt.

Le dépôt initial est important, mais pour les associations vivantes il faut renouveler cette action de temps en temps, ce qui est quelquefois difficile quand les équipes dirigeantes changent et que le message n'est pas transmis ou l'est incomplètement.

Pour ses 20 ans, l'ADAJEP, avec l'appui du FONJEP et du CNAJEP, a décidé de se doter de nouveaux moyens pour entraîner sensibilisation et dépôt. La vie associative jeunesse et éducation populaire s'est beaucoup développée sous des formes différentes. La structure de la France s'est profondément modifiée et la régionalisation est une donnée incontournable.

C'est pourquoi l'opération « L'histoire se construit aujourd'hui » a été bâtie. L'approche en est différente par rapport aux actions menées jusqu'ici.

Nous partons de la vie et des questions que se posent les associations pour amener à trouver les solutions dans les travaux de rangement et de classement d'archives pouvant aboutir à un dépôt. Nous nous adressons à chacun, en apportant au fur et à mesure les clés possibles de ces travaux. Cette action s'inscrit dans un quadrillage d'appui pour la métropole et l'outre-mer. Les réseaux et fédérations associatifs, les CRAJEP, les comités régionaux du FONJEP, les services publics chargés de la jeunesse et de la vie associative sont sollicités. Nous pensons que « L'histoire se construit aujourd'hui » sera un nouveau lien tant à l'intérieur de la vie de chaque association que dans les rapports entre associations et pouvoirs publics.



Vie du Comité



Assemblée générale

La prochaine assemblée générale du CHMJS aura lieu le **lundi 18 mars 2019, à partir de 14h**, salle Tabarly (1^{er} étage), au ministère des sports, 95 av. de France, 75013 Paris. Merci à ses membres de bien vouloir réserver dès à présent cette date.

Collège scientifique

Le collège scientifique du CHMJS s'est réuni le 9 juillet et le 15 octobre 2018. Il a notamment traité des projets de table ronde ou journées d'études suivants :

Histoire des corps d'instructeurs, conseillers techniques et pédagogiques

Cette journée d'étude est prévue pour la fin de l'année 2019 ou le début de 2020.

Les instructeurs, conseillers techniques et pédagogiques puis les conseillers d'éducation populaire et de jeunesse (CEPJ) ont formé, depuis les origines de l'administration de la Jeunesse et des Sports, des corps de spécialistes qui ont contribué à mettre en œuvre des interventions auprès de publics variés, en particulier pour des actions de formation avec des dispositifs souvent originaux.

La collecte de témoignages, plus de 150 à ce jour, travail initié par Denise BARRIOLADE, constitue une occasion unique de se pencher sur un aspect essentiel de l'histoire du ministère de la Jeunesse et Sports dans ses liens avec le monde associatif, le ministère de la Culture et également celui de l'Éducation nationale.

Un groupe de travail spécifique s'est réuni le 10 décembre 2018 pour réfléchir aux nombreux aspects qui peuvent être abordés lors de cette journée d'études.

Sport et préfets

Au début de l'année 2018, le secrétaire général du Comité d'histoire du corps préfectoral (CHCP) avait suggéré au CHMJS une collaboration destinée à organiser un (ou des) séminaire (s) de travail sur le thème des relations pouvant avoir existé entre les activités sportives – ou le sport – et les préfets, notamment après la guerre de 1870 et le début du XXe siècle.

Depuis, les deux comités se sont rencontrés pour explorer l'opportunité et la faisabilité d'une telle journée de travail. La rencontre en octobre dernier a permis aux deux comités d'échanger, première étape, exploratoire, pour la mise en œuvre de ce travail. Une nouvelle réunion est prévue en janvier 2019 dans le but de recenser les premiers éléments disponibles et accessibles ainsi que les contributeurs intéressés.

La période envisagée pour l'organisation de cette journée d'études, avec la participation des deux comités (CHCP et CHMJS) est fin 2019 ou début 2020.

Pour ces deux thématiques, d'autres réunions de groupe de travail sont prévues avec un retour pour validation par le collège scientifique.



Manifestations récentes

SciencesPo
CENTRE D'HISTOIRE

& Comité
d'histoire

Comme annoncé dans la Lettre n° 23 du CHMJS, l'ouvrage *La politique du sport et de l'éducation physique en France sous l'occupation* a fait l'objet d'une nouvelle présentation, le mercredi 7 novembre, à Sciences-Po, dans le cadre du séminaire « Sport, cultures et sociétés » ouvert et animé par Paul DIETSCHY, professeur d'histoire contemporaine à l'université de Franche-Comté et chercheur associé au Centre d'histoire de Sciences Po.



Marianne LASSUS, agrégée et docteure en histoire, vice-présidente du CHMJS, est intervenue sur le thème : « **Du devoir de mémoire au travail des historiens, une histoire de la commission Buffet-Azéma** ». Elle a notamment évoqué les conditions de création et les évolutions de cette commission, jusqu'à la publication, bien tardive, de ce rapport remis en 2002, grâce à l'initiative du CHMJS.

Jean-Paul CALLÈDE, sociologue au Centre national de la recherche scientifique (CNRS) et à la Maison des sciences de l'homme d'Aquitaine, membre du collège scientifique du CHMJS et de la commission Buffet-Azéma, est intervenu sur le

« **Commissariat Borotra : la technocratie au service de la Révolution nationale** ».



Éric ALARY, professeur de chaire supérieure en CPGE littéraires (Tours), docteur en histoire et membre de la commission Buffet-Azéma, est intervenu sur le « **Commissariat Pascot : radicalisation et incompréhension** ».

Nicolas KSSIS, historien et journaliste, s'est centré sur le thème « **Le sport sous l'Occupation : résistance et surveillance** ».





Bernard PRÊTET, docteur en Sciences et techniques des activités physiques et sportives, s'est chargé de la dernière intervention pour la présentation de l'ouvrage, sur le thème « **Faire du sport sous le régime de Vichy** ».

Plusieurs documents vidéo, issus de l'iconothèque de l'INSEP, ont enrichi la séance, complétée par un débat avec la salle, en présence, notamment, de Maurice PICHON, membre du cabinet de Mme BUFFET et chargé du suivi de ce rapport.



Le CHMJS a enregistré en vidéo l'intégralité des interventions. Elles seront mises prochainement sur son site internet.



Représentation du CHMJS

Héritage sportif et dynamique patrimoniale

Plusieurs membres du collège scientifique du CHMJS, dont Marianne LASSUS et Jean-Paul CALLÈDE, ont participé au colloque organisé à Bordeaux, du 29 au 31 octobre 2018, par la Société française d'histoire du sport (SFHS) et le Comité européen d'histoire du sport (ECSH) sur le thème « Héritage sportif et dynamique patrimoniale », <http://www.colloque-bordeaux2018.eu/>



Trois jours, 13 nationalités, 100 communications... et quelques planches de BD, pas de danse basque et notes de rock : ces quelques chiffres et images ne suffisent pas à résumer le foisonnant colloque organisé à Bordeaux par l'UFSTAPS, sous la houlette de Jean-François LOUDCHER, les 29, 30 et 31 octobre derniers. Sous le thème « Héritage sportif et dynamique patrimoniale », les communications ont interrogé à la fois le patrimoine matériel (celui des stades, des piscines) mais aussi immatériel ainsi que les politiques muséales à l'égard du sport, les archives comme éléments de patrimoine et des figures sportives.

Le champ chronologique large, de l'hier (le jeu de paume ou le tir à l'époque moderne) au demain (l'héritage des JO 2024) et les changements d'échelles (locale, régionale, nationale et mondiale) ont permis de balayer le champ de manière quasi exhaustive. Des conférences inaugurales (en particulier la magistrale « leçon d'histoire » de Georges VIGARELLO « autour de l'invention du sport ») et des tables rondes ont également apporté une vision plus globale. Un film sur le déroulement de la session sera bientôt terminé et des actes seront ultérieurement publiés

Notons que ce colloque bénéficiait d'une double tutelle : celle de la SFHS (Société française d'histoire du sport) qui organisait son 14^e carrefour d'histoire du sport et celle du ECSH (Comité européen d'histoire du sport) qui tenait sa 22^e session.

Rendez-vous dans deux ans à l'automne 2020 à Arras où l'université d'Artois et l'équipe d'Olivier CHOVAUX organiseront les prochains carrefours d'histoire sur le thème « Écrire l'histoire du sport... vingt ans après » et dans quelques mois, du 12 au 14 septembre 2019, où le CESH invitera à Lausanne les chercheurs à « plancher » sur « Jeunesse(s), sport(s), histoire » sous la direction de Patrick CLASTRES (membre du collège scientifique du CHMJS).

Histoire de l'éducation à l'environnement



Le 23 novembre 2018, le Comité d'histoire a participé aux travaux du 2^{ème} séminaire de travail sur « L'histoire de l'éducation à l'environnement et ses archives ». Ce séminaire, qui sera suivi d'autres, fait suite à la journée d'étude « Animation nature et environnement » qui s'est tenue en 2016 aux Archives nationales.

Porté par le PAJEP, il réunit Dominique BACHELART (IUT de Tours), Denise BARRIOLADE (CHMJS), Laurent BESSE (IUT de Tours), Jonathan LANDAU (PAJEP) et Rémi LUGLIA (Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement - AHPNE).

Cette 2^{ème} séance avait pour objet d'examiner les lieux d'ancrage des débuts de l'animation nature et de l'éducation à l'environnement. Des communications ont été faites, par Philippe VAUCHELET sur le « Centre d'initiation à la nature de Boult-aux-Bois » (Ardennes), et par Thierry DALBAVIE pour l'association « Espaces et recherches en Cantal/Auvergne ».

Rémi LUGLIA et Julien de GAND (pour l'AHPNE) ont présenté leurs travaux de repérage des actions éducatives identifiées dans l'inventaire des archives de protection de la nature en région Centre.

Le 3^{ème} séminaire se tiendra courant mars 2019 et portera sur éducation populaire / animation scientifique / animation nature / éducation à l'environnement.



Agenda



Le mercredi 6 février 2019, à Paris (75)

Comme indiqué dans la Lettre du CHMJS n° 23, pour la neuvième édition de son cycle de conférences, le Conseil d'État a une nouvelle fois choisi de retenir le même thème que celui de son étude annuelle, qui est consacrée en 2019 au sport.

La finalité de ce cycle est de faire intervenir, sous la forme d'un débat public, des personnalités qualifiées, dont les échanges pourront enrichir les travaux du Conseil d'État en embrassant un champ plus large que celui de l'étude, par exemple dans les domaines de l'économie, du droit ou de la sociologie.

L'objectif est aussi de dépasser le seul cercle des experts auditionnés par la section du rapport et des études en donnant l'occasion au public assistant aux conférences de participer à cette réflexion.

En 2018-2019, le cycle traite les six thèmes suivants :

- 17 octobre 2018 : *Conférence inaugurale, sport et société*
- 12 décembre 2018 : *L'éducation et le sport*
- 6 février 2019 : *L'économie du sport*
- 3 avril 2019 : *L'État, les collectivités territoriales et le sport*
- 15 mai 2018 : *Le sport et la santé*
- 12 juin 2019 : *Quelles régulations pour le sport aujourd'hui ?*

La conférence du 17 octobre « Sport et société » a réuni Mme BACHELOT, ancienne ministre, M. VIGARELLO et M. KARAKUILLIO.

La vidéo de la conférence (captation intégrale), le dossier du participant et le programme complet du cycle peuvent être téléchargés

http://www.conseil-etat.fr/Actualites/Colloques-Seminaires-Conferences/La-place-du-sport-dans-la-societe?utm_source=sendinblue&utm_campaign=LJA54i&utm_medium=email

Le texte de la conférence inaugurale de M. Bruno LASSERRE, vice-président du Conseil d'État, est accessible avec le lien suivant.

<http://www.conseil-etat.fr/content/download/146518/1485394/version/1/file/2018-10-17%20-%20La%20place%20du%20sport%20dans%20la%20soci%C3%A9t%C3%A9.pdf>

La séance du 12 décembre réunira, comme intervenants, Benoît LASNIER, de l'Union sportive de l'enseignement du premier degré (USEP), Cyril NAZARETH (unité de formation et de recherche en sciences et techniques des activités physiques et sportives - UFR STAPS université Paris-Sud) et Lilian THURAM, au titre de sa fondation pour l'éducation contre le racisme et pour l'égalité (FERE) ; Mme Dominique LAURENT, ancienne directrice des sports et actuellement présidente de l'agence française de lutte contre le dopage (AFLD), en sera la modératrice :

http://www.conseil-etat.fr/content/download/147315/1492841/version/1/file/Invitation-programme_Cycle%20sport_deuxi%C3%A8me%20conf.%2012.12.18.pdf

Nota

Les manifestations, appels à communications ou parutions d'ouvrages que mentionne le CHMJS dans sa Lettre périodique n'engagent aucunement sa responsabilité, sauf pour ce dont il est à l'origine.

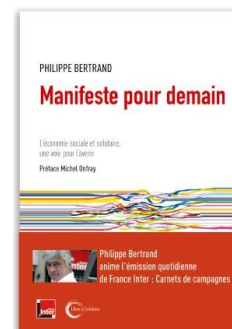


Publications récentes

Manifeste pour demain – Philippe BERTRAND

À travers une série d'expériences concrètes à l'échelle locale, cet ouvrage dévoile le foisonnement des initiatives dont la majorité relève de l'*économie sociale et solidaire*. Cette économie a déjà une histoire et elle porte les germes d'innombrables solutions aux maux actuels : *éducation, santé, logement, emploi, production, consommation...* aucun secteur de vie n'est oublié.

Éditions Libre & Solidaire - 19 rue Ballu - 75009 Paris



PARIS JO 2024, miracle ou mirage ? – Collectif

Cet ouvrage fait une analyse critique approfondie de l'événement.

Composé par un collectif d'auteurs maîtrisant les rouages de l'olympisme (économie du sport, droit, endettement, politique environnementale...), cet ouvrage entend faire la lumière sur les véritables coûts que génèrent les JO 2024, ainsi que sur les processus qui les sous-tendent.

Ce collectif d'auteur est coordonné par Frédéric VIALE, docteur en droit et enseignant, avec, notamment, Jacques BOUTAULT, maire du 2e arrondissement de Paris, David GARCIA, journaliste d'investigation et collaborateur du Monde diplomatique, Pierre PARLEBAS, professeur émérite en sciences sociales et responsable du laboratoire « techniques et enjeux du corps » à l'université Paris-Descartes, Marion TILLOUS, maîtresse de conférences en géographie à l'université Paris-8.

Éditions Libre & Solidaire - 19 rue Ballu - 75009 Paris

Les sports aériens en captivité : une pratique soutenue par le régime de Vichy (1942-1944)

Un excellent article de Doriane GOMET, qui représente une nouvelle contribution à la connaissance des actions du Commissariat général à l'éducation générale et aux sports (1940-1944), publié dans le dernier numéro de la revue STAPS (N° 121) :

<https://www.cairn.info/revue-staps-2018-3.htm>

Le décollage du parapente en France : développement, évolution et structuration fédérale d'une activité de vol libre (années 1980 1990)

Dominique JORAND et André SUCHET montrent comment une activité sportive « libre » se développe, et rentre peu à peu dans les cadres législatifs et réglementaires préétablis, article publié également dans le dernier dans le dernier numéro de la revue STAPS (N° 121).



À NOTER

Guide thématique sur les archives du sport



Le guide thématique sur les archives du sport, conçu par Mme Véronique REUTER, chargée d'études documentaires au ministère de la Culture, vient d'être mis en ligne sur le portail FranceArchives <https://francearchives.fr/fr/article/82857280>

Une actualité le présente.

<https://francearchives.fr/fr/actualite/129013421>

L'objectif de ce dossier thématique de France Archives, centré sur le sport de la période du XIXe siècle à aujourd'hui, est de valoriser des fonds d'archives sur le sport, des instruments de recherche et des ressources numérisées conservés dans différents services en France. Il s'agit également de proposer des références bibliographiques et un accompagnement documentaire vers d'autres sources telles que la presse sportive numérisée (sur le site Gallica) et des archives audiovisuelles (sur le site de l'Ina).

Il s'attache à montrer la place des politiques de l'État et des collectivités territoriales en matière de sport. Il met également en valeur les archives de fédérations et d'associations sportives, de sportifs et d'entraîneurs, des équipements sportifs, des grands événements sportifs, des Jeux olympiques.

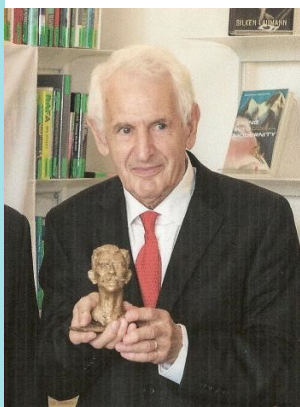
Il ne prétend pas à l'exhaustivité mais invite à l'exploration d'un vaste domaine dont l'histoire est un champ d'étude récent.

Le guide pourra être complété au fur et à mesure du signalement de nouveaux fonds et de nouvelles publications archivistiques.

Il se construit en relation avec le Comité d'histoire des ministères chargés de la jeunesse et des sports qui présente sur ses pages Internet des fiches repères sur l'histoire de ce ministère.

Le CHMJS se félicite de ce partenariat interministériel, pouvant être source de nouvelles recherches d'étudiants et historiens. Il fera en sorte que ce guide soit présenté lors de diverses réunions et manifestations du Comité.

Jean DURRY récompensé



Le CHMJS a le plaisir de vous informer que Jean DURRY a obtenu le 14 mai 2018, de la Société internationale des historiens olympiques (*International society of olympic historians - ISOH*), un « LIFETIME ACHIEVEMENT AWARD »

Cette récompense lui a été remise à Lausanne par le Président du Comité international olympique (CIO) et celui de la Société internationale des historiens olympiques (ISOH).

Rappelons que le ministère chargé des sports confia en 1963, à Jean DURRY, la direction du projet de création du Musée national du sport, hébergé à l'époque au Parc des Princes, à Paris, et actuellement à Nice. Jean DURRY, inspecteur principal de la jeunesse et des sports, fut membre du CHMJS. Il est l'auteur de nombreux ouvrages sur le sport.

Il est également secrétaire général de l'Académie des sports, vice-président du comité français Pierre de Coubertin, vice-président du comité international Pierre de Coubertin (CIPC) et secrétaire général du comité international pour le *fair play* (CIFP).

Un Lifetime Achievement Award est un prix honorifique remis pour récompenser l'ensemble d'une carrière consacrée à un domaine particulier, le sport en l'occurrence.

La Société internationale des historiens olympiques est une association à but non lucratif fondée en 1991. Elle a pour but de promouvoir et d'étudier le mouvement olympique et les Jeux olympiques. La majorité des livres récents sur les JO ont pour auteur des membres de l'ISOH. Cette association publie le Journal de l'Histoire olympique (anciennement nommé Citius, Altius, Fortius) trois fois par an.

L'ISOH est le fruit d'une réunion tenue à Londres en décembre 1991. L'idée de créer une société sur l'histoire olympique revient notamment à l'Américain Bill MALLON et au Suédois Ture WIDLUND.

Avec les britanniques Ian BUCHANAN, Stan GREENBERG et Peter MATTHEWS, le journaliste sportif suédois Ove KARLSSON et l'Américain David WALLECHINSKY, ils créent à Londres l'ISOH le 5 décembre 1991

En 2007, 340 membres de 48 nations composent la société. De nombreux membres du Comité international olympique font partie de l'organisation.

Ian BUCHANAN a assuré la présidence de l'association jusqu'en 2000 ; Bill MALLON lui a succédé.

Prix DESTREMAU

Le prix Bernard DESTREMAU est attribué chaque année à un sportif de haut niveau qui a su concilier la pratique d'un sport de compétition avec des études supérieures. Il a récompensé cette année Arthur MERIENNE, étudiant en licence à l'UFR STAPS de l'université Paris-Sud, option parcours entraînement sportif.

Ce prix est l'un des très nombreux décernés par l'Académie des sciences morales et politiques, l'une des cinq académies de l'Institut de France.

Le palmarès a été rendu public en novembre dernier sous la coupole de l'Institut de France, lors de la séance publique annuelle de l'académie.

<https://academiesciencesmoralesetpolitiques.files.wordpress.com/2018/11/palmarecc80s-2018.pdf>

Les prix portent aussi bien sur des travaux d'histoire, de droit, de sciences politiques, d'éducation ...

(voir, par exemple, le prix Louis CROS, qui a récompensé une thèse sur les conseillers d'orientation). Voir également la Lettre n° 12 du CHMJS, d'avril 2017 : « Quelques informations sur les prix pour étudiants en chercheurs ».

Commission nationale consultative des droits de l'Homme, avis sur le racisme et les discriminations dans le sport

L'assemblée plénière de la commission nationale consultative des droits de l'Homme (CNCDH) a adopté à l'unanimité le 20 novembre dernier un avis sur le racisme et les discriminations dans le sport.

Ce texte très dense et parfaitement construit, d'une lecture édifiante, est conclu par dix-neuf recommandations précises et concrètes.

Voir également les travaux du CHMJS : l'ouvrage « Le sport en France à l'épreuve du racisme du XIXe siècle à nos jours ; sports, xénophobie, racisme, et antisémitisme » et la journée d'études « Sport et racisme », du 22 mars 2016 (Cf. la Lettre du CHMJS n°6, d'avril 2016).

https://www.cncdh.fr/sites/default/files/181120_avis_sur_le_racisme_et_les_discriminations_dans_le_sport_par_mail.pdf

Économie sociale et solidaire et sport

L'économie sociale et solidaire (ESS) connaît un développement constant en France et le sport, dans son organisation associative, n'échappe pas à la réflexion.

L'AVISE, agence d'ingénierie pour le développement de l'ESS, a réalisé un dossier thématique très documenté et complet sur cette question.

<https://www.avise.org/ressources/economie-sociale-et-solidaire-sport>

http://www.sports.gouv.fr/IMG/pdf/ess_et_sport-v.def-mars_2018.pdf



Notes de lecture

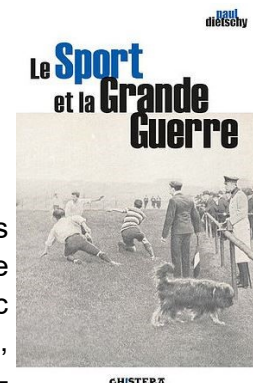
Le Sport et la Grande Guerre, de Paul DIETSCHY

Compte-rendu de lecture établi par Colin MIEGE, membre du CHMJS



Dans la profusion éditoriale des ouvrages consacrés aux divers aspects de la Grande Guerre, ceux dédiés au sport durant cette période s'avèrent peu nombreux. Aussi doit-on accueillir avec intérêt celui que Paul DIETSCHY vient de publier sur le sujet, d'autant qu'il repose sur une narration très bien documentée appelée à faire date.

Son analyse ne porte pas seulement sur les quatre années qu'a duré le terrible conflit, mais englobe les décennies précédentes de la Belle Époque, et les années d'après-guerre, ce qui lui confère une perspective bien plus profonde (ce n'est ainsi qu'au bout de 200 pages que « le sport de guerre » est abordé).



La prise en compte des années d'avant-guerre permet de décrire l'essor du sport en France marqué par les oppositions entre les tenants de la gymnastique traditionnelle et de la préparation militaire et les adeptes des sports modernes importés d'Angleterre, ou entre le « sport catholique » et le « sport civil », dont l'Union des sociétés françaises des sports athlétique (USFSA) a constitué l'un des bastions.

Elle permet aussi de voir comment la presse sportive, fournie à l'époque, a permis de contribuer à la « *nationalisation sportive des masses* », l'exemple le plus connu étant le journal *l'Auto*, dirigé par Henri DESGRANGE, dont le succès a été adossé à la création du tour de France cycliste en 1903.

Cette presse a aussi consacré l'émergence de héros sportifs nationaux tels que le boxeur Georges CARPENTIER ou le coureur Jean BOUIN. Le développement du sport est alors perçu le plus souvent comme un élément essentiel de « *régénération de la race française* », préoccupation récurrente depuis la défaite de 1870.

Paul DIETSCHY établit ainsi qu' « à l'été 1914, le sport français a plus de trente ans d'existence », loin de la thèse simpliste et erronée qui voudrait le voir surgir à l'occasion de la guerre (de même que le congrès fondateur du CIO s'est tenu à Paris depuis 20 ans).

À cette époque, l'engagement des pouvoirs publics en faveur des sports est encore des plus limités. Ainsi, le soutien gouvernemental à la préparation de la délégation française devant participer aux Jeux Olympiques prévus à Berlin en 1916 a été défaillant, et le Comité national des sports a finalement bénéficié peu avant la guerre du financement d'un mécène russe, un certain Basil ZAHAROFF, par ailleurs marchand de canons...

Il n'est guère envisageable ici d'entrer dans le détail des descriptions que nous livre Paul DIETSCHY. De façon anecdotique, on relève d'abord qu'en 1914, la Grande boucle cycliste est partie le même jour que celui de l'attentat de Sarajevo (28 juin). La guerre installée, la presse sportive se signale, après une période d'interruption, par un nationalisme cocardier, le conflit étant présenté comme un « *Grand Match* » où « *les valeurs de la race* » doivent pouvoir s'exprimer (Henri DESGRANGE). Elle joue ainsi un rôle ambigu, en alimentant pour une bonne part la « *culture de guerre* ». Mais l'Union sacrée ne dure qu'un temps, et les divergences entre le sport à des fins militaires et le « sport civil », tout comme le clivage idéologique entre sport catholique et sport laïc ne tardent pas à refaire surface. À partir de 1916, et surtout 1917, le besoin d'activités sportives en tout genre de la part des soldats au front se précise, encouragé par les autorités militaires, pour des motifs d'aguerrissement physique (reptation, lancer de grenade...), mais surtout pour des raisons sanitaires et récréatives (combattre le désœuvrement, l'ennui, l'alcoolisme). L'un des soutiens consiste en l'envoi de ballons de rugby, mais surtout de football sur le front, à l'aide de souscriptions lancées par la presse sportive.

Paul DIETSCHY souligne par ailleurs le rôle de l'aviation et l'émergence de la figure de « l'as », avec un transfert de compétence du domaine sportif au domaine militaire. Selon lui, si un sport de guerre a bien existé, avec ses caractéristiques singulières, une continuité avec celui qui existait dans l'armée française avant 1914 reste perceptible. Toutefois, l'essentiel des compétitions sportives de la Belle Époque furent suspendues durant la Grande Guerre.

La paix rétablie a vu le retour des compétitions internationales, marquées toutefois par l'exclusion des pays - Allemagne, Autriche, Hongrie - reconnus responsables du déclenchement du conflit. En France, l'après-guerre voit la structuration du sport en fédérations spécialisées, et l'éclatement rapide de l'USFSA. Le football émerge alors comme le premier sport français.

La période est aussi marquée par le deuil, consécutif notamment à l'hécatombe de sportifs de haut niveau, et le pays affaibli peine à retrouver les niveaux de performance d'avant-guerre. Les JO sont organisés en France en 1924, et bien des fédérations internationales s'y établissent. Mais le sport ne devient pas encore une affaire d'État, et il faudra attendre l'avènement du Front populaire en 1936 pour qu'une véritable politique en faveur du sport se dessine.

À l'issue de ce panorama ample et précis, on voit bien que la Grande Guerre a constitué une parenthèse dans l'évolution du sport, davantage qu'une naissance. Comme le dit Paul DIETSCHY, « *on est très loin d'un sport qui serait sorti des tranchées* » (Selon le titre de l'ouvrage de Michel Merckel : *1914-1918 : le sport sort des tranchées*).

Rappelons que Paul DIETSCHY est professeur d'histoire contemporaine à l'université de Franche-Comté et chercheur associé au Centre d'histoire de Sciences Po. Son dernier livre a été présenté dans la précédente Lettre du CHMJS (n° 23)

<https://www.editions-chistera.com/le-sport-et-la-grande-guerre>

Le Sport et la Grande Guerre 482 pages 21,90 euros

Ce livre a reçu, le 26 octobre 2018 le **Prix du document décerné par l'Association des écrivains sportifs.**



Partenaires

Le CHMJS travaille actuellement à l'organisation d'une journée d'études destinée à mettre en lumière l'histoire des corps d'instructeurs, conseillers techniques et pédagogiques dans le champ jeunesse / éducation populaire / culture, prévue fin 2019.

Dans le cadre des recherches en cours, ont été contactés successivement les Archives nationales d'Outre-Mer et le Centre de documentation historique sur l'Algérie, le Maroc et la Tunisie qui se situent tous deux à Aix-en-Provence.

Il s'agissait de trouver traces de documents, articles, rapports, témoignages voire bibliographies de personnes qui, à différents titres avaient participé à des initiatives sous forme de contrat auprès des services de l'État ou associations dans des actions « jeunesse » en Algérie dans les années 1950 / 1965 sur les thèmes tels que : radio, art et traditions populaires, marionnettes, arts plastiques, chant choral, art dramatique ou livre vivant.

Après contact avec les Archives nationales, du site de Pierrefitte-sur-Seine, il apparaissait que les dossiers personnels de ces agents pouvaient être dans les archives de ces deux structures...

Le groupe de travail du CHMJS disposait de quelques dizaines de noms...mais il n'a pas encore trouvé les dossiers correspondants ! En revanche, il a découvert quelques documents de valeur auprès du CDHA où l'accueil fut particulièrement courtois et agréable, avec un souci de vous orienter au mieux.

Il a semblé, alors, intéressant au CHMJS de faire connaître cette structure :



Le CDHA (Centre de documentation historique sur l'Algérie, le Maroc et la Tunisie) est le plus important centre privé de documentation sur l'histoire de l'Afrique du Nord, pour la période de souveraineté française.

Depuis 1975, son but est de **rechercher, rassembler, conserver et faire connaître la documentation, sous toutes ses**

formes et dans tous les domaines (histoire, arts, sciences, etc.), concernant l'Afrique du Nord avant et pendant la présence française, ainsi que ses suites.

Il a une **double mission** :

- La mise à disposition des documents et archives du fonds avec une base de données informatisée en ligne, une aide à la recherche personnalisée, des outils de numérisation, pour un public diversifié :
 - Les familles pour leurs recherches personnelles, généalogiques...
 - Les étudiants, enseignants, chercheurs, auteurs, documentaristes...
 - Les groupes (élèves, amicales et associations de rapatriés, de harkis, associations culturelles)
- La valorisation du fonds documentaire via un site internet alimenté hebdomadairement, une revue trimestrielle (Mémoire Vive), une lettre d'informations papier et numérique, des expositions itinérantes...

Le fonds documentaire comprend :

- Environ 24.000 ouvrages du XVII^e siècle à nos jours ;
- 20.000 périodiques dont les premiers datent de 1840 ;
- Une très riche iconographie : cartes postales anciennes, albums photographiques anciens, collections de dessins et caricatures, etc. ;
- Une cartothèque de 1700 cartes ;
- Une muséothèque d'environ 900 objets ;
- Des fonds d'archives privées exceptionnels (archives familiales, d'entreprises, d'associations, etc.) ;
- Des archives orales avec une importante collecte de témoignages menée depuis 2011.
- Des films familiaux.

L'avenir du CDHA s'écrit avec La Fondation pour la Recherche Historique sur l'Algérie pour la réalisation d'un Conservatoire national de la mémoire des Français d'Afrique du Nord, à Aix-en-Provence, qui présentera les collections du CDHA et son fonds documentaire, une salle d'exposition et de projection, un studio d'enregistrement, une importante salle de lecture... Cet édifice est en cours de construction, pour une livraison au 3^{ème} ou 4^{ème} trimestre 2019.

CDHA - 25 avenue de Tübingen, Aix en Provence, 13090 Tél : 04 42 52 32 90

www.cdha.fr



Communication du CHMJS

La boîte aux lettres électronique du Comité d'histoire comitehistoiremjs@jeunesse-sports.gouv.fr reçoit régulièrement des informations de ses correspondants lui signalant notamment des publications ou des manifestations prochaines.

À condition qu'elles aient un rapport avec les missions du CHMJS, ces informations sont insérées dans la rubrique adéquate de la Lettre du CHMJS, dans la rubrique « Agenda » pour les manifestations prochaines sous réserve qu'elles parviennent à temps et aient encore un intérêt à la date de diffusion.

À cette fin, vous trouverez ci-après le planning de publication des Lettres du CHMJS, du n° 25 à 28.

Les informations de type « Agenda » parvenant trop tard peuvent néanmoins être placées dans la rubrique « À noter ».

Il est utile que ces informations contiennent des adresses courriel ou sites internet, par lien hypertexte, afin de permettre aux lecteurs d'accéder aux compléments d'information utiles.

Il est rappelé que la mention de ces informations dans la Lettre du CHMJS n'engage que leurs auteurs.

N° de lettre	Date limite de réception des éléments :	Diffusion possible au plus tard le :
25	vendredi 26 janvier 2019	vendredi 15 février 2019
26	vendredi 8 mars 2019	vendredi 22 mars 2019
27	vendredi 19 avril 2019	vendredi 2 mai 2019
28	vendredi 23 mai 2019	vendredi 7 juin 2019

Contacts : Comité d'histoire des ministères chargés de la Jeunesse et des Sports

95, av. de France - 75013 - PARIS - comitehistoireMJS@jeunesse-sports.gouv.fr

Si vous souhaitez ne plus recevoir cette lettre, envoyez un message à l'adresse courriel du Comité.

Si vous souhaitez faire abonner un ami, transmettez à cette adresse courriel ses coordonnées (avec son accord préalable)

Ont contribué à la rédaction de ce numéro : Denise BARRIOLADE, François BODDAERT, Michel CHAUVEAU, Pierre FRANÇOIS, Martine GUSTIN-FALL, Marianne LASSUS., Colin MIÈGE.